|  |  |
| --- | --- |
| **Asks** | **Comments** |
| **Une éducation de qualité**   * Nous revendiquons la régularisation, facteur indispensable à l’éducation des mineurs et à la formation des adultes. | - régul est surtout la compétence des EM, mais plusieurs exemples de régul basé sur la scolarité dans l’UE (enfants ét adultes) |
| **Du logement et des services publics pour les migrantes**   * Nous revendiquons l’accès à des logements inoccupés adaptés aux femmes et à leur intimité. * Nous revendiquons la formation et la mise en place de services spécialisés dans l’accueil des femmes sans-papiers, leur écoute et le recueil de leurs plaintes sans risque d’arrestation. | Louise   * Le droit au logement n'est pas une compétence de l'UE. * Cela dit, il peut y avoir des points d'entrée sur le logement et les services pour les victimes dans le contexte de la proposition de **directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes** (par exemple, une proposition pour l'accès aux refuges et autres logements provisoires indépendamment de la nationalité, de la citoyenneté, du lieu de résidence ou du statut de séjour ; mais l'accès aux services indépendamment du dépôt d'une plainte, un firewall (pare-feu) partiel. * Cette directive est l'une de nos priorités en matière de plaidoyer, et que des trilogues seront bientôt prévus (à partir de juillet ou de septembre si le PE vote fin juin). * S'il y a un intérêt au niveau national sur ce dossier, il serait bon de le savoir. |
| **Des droits pour les enfants migrants**   * Nous revendiquons le droit aux allocations familiales pour les enfants sans titre de séjour. * Nous revendiquons le droit au titre de séjour permettant l’ouverture d’autres droits aux enfants. * Nous revendiquons la compétence acquise et l’expérience des jeunes primo-arrivants. * Nous revendiquons la prise en considération de l’impact positif des enfants scolarisés dans le processus d’intégration des parents. | Laetitia  - ChildGuarantee  - etat membre  - etat membre (reconnaissance)  - example du Luxembourg ou il y a un permis de séjour pour ls enfants + parents après 4 ans de scolarisation |
| **La santé des migrant.e.s**  Nous revendiquons l’informatisation de l’accès au système d’octroi de l’aide médicale d’urgence  et la création d’une mutuelle pour les personnes sans titre de séjour | * Il serait bon de comprendre ce que ça veut dire "informatisation de l'accès au système d'octroi de l'aide médicale d'urgence". * Les soins de santé ne relèvent pas de la compétence de l'UE. Les possibilités de plaidoyer au niveau de l'UE sont donc limitées (voire impossibles, en particulier avec la demande d’introduire une mutuelle). * En tant que PICUM, nous essayons de soutenir nos membres au niveau national / local, et de faire de la recherche. Potentiellement, s'ils disposent de données sur le lien entre la discrimination ethnique et l'accès aux services de santé, il pourrait y avoir un lien avec la directive sur l'égalité raciale. Cependant, ce n'est pas quelque chose que nous/PICUM avons exploré jusqu'à présent. * S'ils sont intéressés par les droits des victimes, la Commission européenne proposera bientôt une révision de la directive sur les droits des victimes. |
| **L’accès aux métiers en pénurie**  Nous revendiquons la création d’un registre (anonyme) des compétences, des expériences et des diplômes pour faciliter l’accès aux métiers en pénurie, aux personnes sans titre de séjour. | * La notion de métiers en pénurie est propre à la Belgique. * Au niveau UE, une révision de la Directive sur le permis unique est en cours. Cette Directive établit une procédure de demande unique pour les permis de résider et travailler, et un socle de droits pour les travailleurs. * Un élément clé est la proposition d’autoriser les demandes de permis *dans* le territoire des états membres (mais le demandeur doit y se trouver légalement). |
| **Les demandeur.euse.s d’asile**  Nous revendiquons le respect du droit au logement et le traitement accéléré au regard du délai de procédures (trop longues) pour les demandeur.euse.s d’asile. | La loi européenne n‘est pas le problème |
| Nous revendiquons la création d’une commission indépendante qui examine individuellement chaque dossier afin de garantir la transparence et l’équité. | Niveau belge, mais peut-être possibility dans l’aspect de procédure de la décision de retour dans a Dir Retour |
| Le respect des attaches durables des candidats à la régularisation  Nous revendiquons le séjour pour les candidat.e.s dans l’impossibilité de retour pour des raisons d'instabilité ou d’insécurité dans le pays d’origine.  Nous revendiquons le séjour pour les candidats en situation de handicap. | Laetitia/Marta  - Lien entre l'asile et le retour, accès aux permis pour les personnes confrontées à des obstacles au retour et pour des raisons de santé  Plaidoyer sur le Pacte et la refonte de la directive sur le retour. [Voir: Briefing sur le non-refoulement dans le contexte du Pacte. Il serait utile de mentionner également notre rapport sur les [obstacles au retour](https://picum.org/wp-content/uploads/2023/04/Barriers-to-return_Protection-in-international-EU-and-national-frameworks_FR.pdf) et le [briefing](https://picum.org/wp-content/uploads/2022/02/Why-is-the-Commissions-push-to-link-asylum-and-return-procedures-problematic-and-harmful_EN.pdf) sur le lien asile/retour].  - voir aussi notre guidance on best interests of the child in return procedures (2019) |
| Ces revendications demandent que les directives retour prévues par le nouveau pacte européen sur l’asile et les migrations ne s’appliquent pas aux personnes sans-papiers, ni à celles vivant sur le territoire des pays membres de l’Union, avant leur entrée en vigueur.  Une norme de non rétroactivité est justifiée par le fait que « Les personnes sans papiers qui vivent en Europe devraient avoir accès à la régularisation parce qu'elles résident déjà en Europe et elles participent déjà à la vie économique, sociale et culturelle des pays européens. La régularisation des personnes sans papiers n’est pas une concession mais un droit de résidence européen. » | * D’un pdv pratique, les positions sur la nouvelle Directive retours ont déjà été votées, très difficile d’introuduire des nouveaux amendements à ce point-là. * Application de la directive retours actuelle.   PICUM is going to work on these areas as well:   * Detention (Move Campaign on detention in Belgium – can forward it to them) * Criminalisation of migration (briefing to be published in early 2024) * Racial profiling and arrest practices (booklet to be published in 2024 with testimonies) |